

ter quelques observations à ce que j'ai déjà dit sur ce point.

Quand les libéraux étaient dans l'opposition, leurs têtes étaient remplies de projets tendants à l'avancement des intérêts du pays. Ils ont prêché l'union commerciale, puis la réciprocité commerciale. Leur programme renfermait aussi les articles concernant une administration économique, concernant la réforme du Sénat, ainsi que la réforme du tarif et bien d'autres choses idéales qui frappaient l'attention et l'imagination du public. De sorte que, lorsque le parti conservateur est tombé, tout le pays tourna joyeusement ses espérances vers le parti libéral victorieux.

Je ne dirai pas que les libéraux ont rempli toutes leurs promesses. Mais ils ont certainement accompli de bonnes œuvres. La vie et les ressources nationales se sont développées sous leur régime; au moyen du nouveau chemin de fer transcontinental en voie de construction, ils ont fait naître de nouvelles espérances sur l'avenir du pays qu'ils ont rendu prospère.

Quelle est la position du parti conservateur? Il a constamment pris une attitude indiquant qu'il ne croyait pas à la possibilité d'un nouveau développement du pays. Il n'a formulé aucune nouvelle politique. Il se contente actuellement de ses œuvres accomplies dans le passé; ou de soulever de petites querelles au sujet de l'immigration, ou au sujet de l'équipement du steamer "Arctic," ou, au sujet d'approvisionnements fournis par le ministère de la Marine au navire que le gouvernement envoie dans les eaux du cercle polaire, ou au sujet d'autres matières du même genre. Ses meilleurs efforts—qui ne sont pas, peut-être, à dédaigner—ont été portés sur certains détails de l'administration des affaires publiques. Les cas de mauvaise administration sont malheureusement communs aux gouvernements de tous les pays. Il n'est donc pas étonnant que l'ancien leader conservateur dans le Sénat, c'est-à-dire, l'honorable sénateur de Belleville (sir Mackenzie Bowell) ait cru devoir, dans les circonstances, déposer le bâton de commandant et se retirer du premier rang. Il n'est donc pas étonnant, non plus, que l'honorable sénateur de Richmond (l'honorable M. Miller) ait cru devoir former un nouveau parti pour lui-même.

Cependant, il y a certainement dans l'opposition de la besogne pour un grand parti.
Hon. M. ELLIS.

Des changements dans l'ordre social sont imminents. J'apprécie—comme nous les apprécions tous, sans doute—les paroles judicieuses tombées des lèvres de l'honorable sénateur des Mille-Îles en commentant la résolution qui est le sujet du présent débat. Si, en effet, l'on jette les yeux sur le progrès des idées socialistes, il est aisé de constater que le socialisme est devenu une force avec laquelle il faut compter lorsqu'il s'agit de façonner ou de remodeler nos institutions. L'ancien ordre de choses est en voie d'être transformé. Une sympathie—une sympathie conservatrice, si vous le voulez—à l'égard de tout grand mouvement qui a sa raison d'être dans le cœur de l'homme et qui tend à l'amélioration de la condition de l'ouvrier, est un préservatif plus sûr qu'une condamnation formelle de ce mouvement, ou que toute tentative faite pour le réprimer arbitrairement. Ce mouvement socialiste n'est, peut-être, pas basé sur une fausse philosophie. La portée humanitaire de ce mouvement, le bien-être qu'il promet s'imposent à l'attention de toutes les nations et, puis-je ajouter, à toutes les croyances.

Il paraît actuellement en voie de désagréger la société civile, de démolir l'édifice social; mais de sages conseils peuvent tourner ses forces dans une direction féconde en résultats pratiques et bienfaisants.

En sus de ce mouvement général de la masse du genre humain, mouvement qui peut nous entraîner avec elle, il y a, aujourd'hui, en Canada, un autre mouvement naturel et particulier à notre condition—c'est-à-dire, un mouvement qui nous pousse rapidement vers notre indépendance nationale absolue.

La déclaration qui est souvent faite, savoir que le Canada est une nation, n'est encore qu'une prédiction, une prophétie, mais une prophétie qui, d'après les apparences, s'accomplira avant longtemps. Elle entraînera, quand elle s'accomplira, un changement dans nos relations avec notre mère patrie et avec nos voisins et aussi nos cousins sur le continent de l'Amérique du Nord. C'est pourquoi l'ère dans laquelle nous sommes entrés exige que nos institutions soient parfaitement en harmonie avec l'esprit nouveau qui commence à s'affirmer—avec cet esprit qui a bien peu d'égards pour les gouvernements qui ne sont pas représentatifs, dont le pouvoir est immuable,